

La médiatisation d'un nouveau leurre : M de Villepin



On a appris ce 11 décembre que M. de Villepin, après avoir dit le contraire il y a une quinzaine de jours, vient de faire un nouveau "double salto arrière" en annonçant qu'il comptait se présenter à l'élection présidentielle.

Il faut lire et relire la dépêche de l'AFP reprise ci-dessous en annexe pour mesurer le nouveau leurre qui se met en place.

Comme le constateront les lecteurs, M. de Villepin semble en effet avoir repris mot pour mot quelques phrases de mon programme. Sauf que... Sauf qu'il ne s'agit que de mots, assis sur strictement rien.

1°) ==> Ainsi M. de Villepin « s'est déclaré inquiet de voir la France humiliée par la loi des marchés qui impose de plus en plus d'austérité ».

Voilà une déclaration bien gentille, mais que propose concrètement M. de Villepin pour lutter contre cette « humiliation » qui « l'inquiète » ?

Réponse ? RIEN, R-I-E-N.

Rien, puisqu'il ne veut pas sortir de l'UE, et donc qu'il ne remet pas en cause les articles du TFUE qui organisent les

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
délocalisations, imposent l'absence de tout contrôle aux mouvements de capitaux, interdisent à la Banque de France de monétariser une partie du déficit public, etc.

En se déclarant publiquement « inquiet » d'une situation qu'il approuve en catimini et qu'il refuse de combattre, M. de Villepin commet une authentique escroquerie politique.

2°) ==> De même, M. de Villepin s'indigne que « notre souveraineté nous échappe en grande partie. Nous nous alignons sur des intérêts qui ne sont pas ceux de la France. Je crois qu'il faut plus de courage que cela. »

Mais de qui se moque-t-il ? Il ne s'agit pas de courage, en l'espèce, il s'agit de savoir si oui ou non la France doit respecter les traités européens.

Celui qui manque de courage en ma matière, c'est celui qui fait silence sur l'énormité des pouvoirs transférés à l'UE. M. de Villepin est d'ailleurs le mieux placé pour le savoir puisque je rappelle dans mes conférences :

- --- que son projet anti-OPA - envisagé pour contrer la reprise d'Arcelor par l'anglo-Indien Mittal - fut mis au panier le 14 septembre 2005 suite au coup de poing sur la table de Mme Neelie Kroes, Commissaire européenne à la Concurrence.
- --- que son projet de "Contrat Première Embauche" (CPE) qui jeta 2 millions de Français dans les rues n'était que la simple transposition en droit français des exigences de la Commission formulées dans le cadre des "Grandes Orientations de Politique Economique" imposées par le rapport Com 2003 du 8 avril 2003. Notamment les exigences de "simplifier" le droit du travail et "flexibiliser" l'emploi.

En cachant qu'il n'a été lui-même qu'un pion de l'oligarchie lorsqu'il était à Matignon, et en s'indignant que « nous nous alignons sur des intérêts qui ne sont pas ceux de la France. Je crois qu'il faut plus de courage que cela », M. de Villepin révèle une couardise et une hypocrisie phénoménales.

CONCLUSION

La vaine agitation de M. de Villepin est plutôt une bonne nouvelle : elle montre que les analyses de l'UPR font peur en haut lieu. Mais cette médiocre imitation de notre programme ne pourra pas aller bien loin : elle n'a et ne peut avoir aucune cohérence puisque M. de Villepin entend rester dans l'UE et dans l'euro.

Son entrée en fanfare est donc insignifiante.

DEPÊCHE AFP 11 décembre 2011 21h31

France : Villepin annonce qu'il est candidat à la présidentielle de 2012

PARIS - Dominique de Villepin, ancien Premier ministre et ancien ministre des Affaires étrangères, longtemps rival acharné du président Nicolas Sarkozy au sein de la droite, a annoncé dimanche qu'il avait décidé d'être candidat à l'élection présidentielle de 2012 en France.

J'entends défendre une certaine idée de la France (...), j'ai une conviction : le rendez-vous de 2012 sera le rendez-vous de la vérité, du courage et de la volonté, a affirmé sur la chaîne de télévision TF1 le fondateur du mouvement République solidaire (RS).

Il s'est déclaré inquiet de voir la France humiliée par la loi des marchés qui impose de plus en plus d'austérité.

J'ai confiance dans la capacité des Français à discerner ce qu'est l'intérêt général et à quel point plus que jamais l'union nationale s'impose à nous tous, a déclaré M. de Villepin, pour l'instant crédité de 1% des intentions de vote.

On peut très bien poursuivre avec le même (...) pour encore cinq ans. Dix ans, c'est long, a-t-il dit au sujet de

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Nicolas Sarkozy, ajoutant : Mais si nous nous mettions tous ensemble, rassemblés, pour conduire les affaires de la France...

Je ne crois pas qu'il y ait la vérité à droite, à gauche ou au centre, a poursuivi M. de Villepin.

Aujourd'hui, notre souveraineté nous échappe en grande partie. Nous nous alignons sur des intérêts qui ne sont pas ceux de la France. Je crois qu'il faut plus de courage que cela, a dit l'ancien secrétaire général de l'Elysée sous le président Jacques Chirac, qui ne s'est jamais présenté à une élection.

Homme de l'ombre, Dominique Galouzeau de Villepin (son nom complet), 58 ans, a été secrétaire général de l'Elysée de 1995 à 2002 sous la présidence de Jacques Chirac.

Devenu ministre des Affaires étrangères, M. de Villepin a connu son heure de gloire en février 2003 en portant à l'ONU le non de la France à la guerre en Irak.

Puis, ce diplomate de carrière décroche le ministère de l'Intérieur en 2004 et conquiert de haute lutte le poste de Premier ministre.

Ennemi juré de Nicolas Sarkozy, M. de Villepin rêvait de lui barrer la route de l'Elysée, mais l'affaire Clearstream, où le clan Sarkozy l'accuse d'avoir voulu compromettre son héros, l'abîme politiquement.

L'affaire Clearstream est une vaste affaire de dénonciation calomnieuse dans laquelle des noms, dont celui de Nicolas Sarkozy, ont été ajoutés sur des listings bancaires afin de faire croire qu'ils trempaient dans de sombres affaires de corruption. La machination visait ainsi à discréditer Nicolas Sarkozy avant la présidentielle de 2007.

La victoire de Nicolas Sarkozy à la cette élection ne met en rien un terme à l'affrontement des deux hommes. Dominique de Villepin lance République solidaire le 19 juin 2010.

Après sa relaxe en première instance du procès Clearstream, confirmée définitivement en septembre 2011, M. de Villepin reprend son combat politique, décidé à avoir sa revanche en 2012.

(©AFP / 11 décembre 2011 21h31)